



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Sport

BOA-Togo, partenaire du Basket Playground 2025

Fidèle à son engagement en faveur de la jeunesse et du développement socio-culturel, Bank of Africa - Togo (BOA-Togo) annonce sa participation en tant que ...

• (Page 05)

Togo

100 000 filles bénéficient de kits scolaires grâce au projet SWEDD+

Au nom de Son Excellence Monsieur Faure Essozimana Gnassingbé, Président du Conseil, Madame le ministre, ...

• (Page 10)



Togo / financement des projets

• (Page 03)

Accord-cadre entre l'UTB et FAGACE pour plus d'impact



Droit international

• (Page 04)

Le Togolais Mawuto Tossa remporte le Prix J.B. Scott

Investissements

Un Forum économique Inde-Togo annoncé pour octobre 2025

Lomé va abriter en octobre 2025 un Forum économique Inde-Togo, destiné à rapprocher les acteurs privés des ...

• (Page 02)

Secteur bancaire

Communiqué de SUNU Bank

Dans le cadre de son plan de restructuration, SUNU Bank Togo a procédé au licenciement économique de 42 collaborateurs. La banque affirme avoir respecté la législation en vigueur et ...

• (Pages 04)

Financement du logement

Afreximbank et ShafDB débloquent un milliard USD

La Banque Africaine d'Export-Import (Afreximbank) et la Banque de Développement Shelter Afrique (ShafDB) ont signé un Accord-Cadre novateur portant sur un ...

• (Page 06)

Excellence académique

222 lauréats primés au Togo

Le gouvernement distingue les meilleurs élèves de l'année scolaire 2024-2025. La cérémonie nationale de l'excellence académique, organisée à l'occasion de la rentrée scolaire 2025, a permis de mettre ...

• (Page 11)

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

TESTEZ CHEZ VOUS VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX | INSTALLATION DE LA BOX 100% GRATUITE*

DISPONIBLE SUR Google Play

8866
Coût de l'appel : 20 FCFA.

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025; Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

www.canalbox.tg

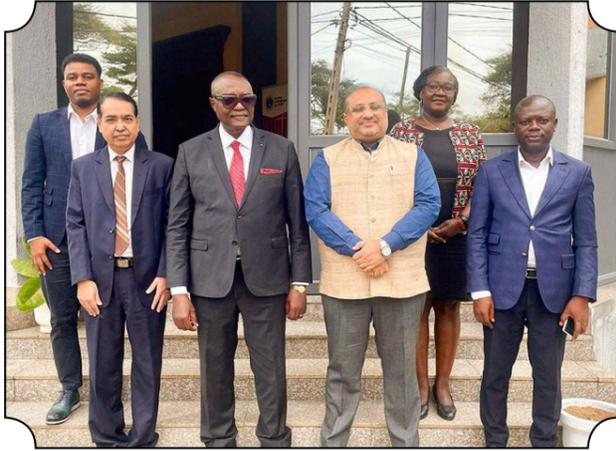
Investissements

Un Forum économique Inde-Togo annoncé pour octobre 2025

Lomé va abriter en octobre 2025 un Forum économique Inde-Togo, destiné à rapprocher les acteurs privés des deux pays et à stimuler les investissements dans des secteurs tels que l'agriculture et la mécanisation.

• Joël Yanclou

Dans une dynamique de renforcement des relations économiques entre Lomé et New Delhi, à travers la promotion de partenariats d'affaires et le soutien aux initiatives d'investissement, le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo), Dr José Kwassi Syménouh, a reçu le nouvel ambassadeur de l'Inde au Togo, Fahmi SRH, mercredi 10 septembre 2025. Au cœur des échanges, la préparation du Forum économique Inde-Togo prévu en octobre prochain. Cet événement constituera une plateforme de dialogue et d'opportunités pour les entreprises des deux pays. Le diplomate indien a exprimé l'intérêt de son pays à accompagner le développement de l'agropole de Kara, notamment par l'installation d'une société indienne spécialisée dans la mécanisation agricole. La visite de SEM Fahmi SRH confirme la volonté de l'Inde de s'ancre durablement dans le tissu économique togolais. L'accent mis sur la mécanisation agricole répond à un be-



soin prioritaire : accroître la productivité, moderniser les chaînes de valeur et soutenir la vision du Togo en matière de transformation agro-industrielle. La CCI-Togo, de son côté, a salué l'appui de l'ambassade lors du récent Conclave Inde-Afrique à New Delhi et a réaffirmé son engagement à créer un environnement propice aux investissements. Ce rapprochement stratégique pourrait favoriser la diversification des partenaires économiques du Togo, tout en offrant aux entreprises indiennes un accès privilégié au marché ouest-africain. L'organisation de ce forum intervient

dans un contexte de redynamisation de la coopération Sud-Sud. Le Togo, engagé dans une politique d'ouverture économique, multiplie les partenariats avec des puissances émergentes. Pour l'Inde, qui renforce depuis plusieurs années ses liens avec l'Afrique, ce forum représente une étape clé dans la consolidation de sa présence économique sur le continent. Au-delà des échanges commerciaux, cette coopération pourrait également s'élargir à des domaines comme les technologies, la santé ou encore l'éducation, renforçant ainsi les bases d'un partenariat durable et mutuellement bénéfique.



Image du jour



• Ouverture de la Revue nationale conjointe des performances 2024 du secteur santé.

AUX DECIDEURS ...

Pilier du présent et non du futur

Le Togo vient une nouvelle fois de démontrer, avec la tenue du Youth Delivery Lab 2025, que la jeunesse ne peut plus être réduite à une simple promesse d'avenir. Elle est désormais une force active du présent, un acteur incontournable du développement national. Avec plus de 4000 jeunes mobilisés, en présentiel et en ligne, la deuxième édition de cette plateforme citoyenne dépasse le cadre d'un dialogue participatif pour s'affirmer comme un levier stratégique au service de l'économie et de la cohésion sociale.

Ce qui frappe, c'est la pertinence des thématiques abordées : agro-industrie, sport et paix sociale. Trois axes qui, bien au-delà du symbolisme, incarnent la réalité des défis et des opportunités togolaises. Faire de l'agro-industrie un moteur de croissance, c'est donner de la valeur ajoutée aux productions locales, réduire la dépendance alimentaire et ouvrir la voie à une transformation structurelle.

Reconnaître le sport comme une véritable industrie économique, c'est créer des emplois, valoriser les talents et renforcer le rayonnement du pays. Et surtout, replacer la paix et la cohésion sociale au cœur des priorités, c'est rappeler que la stabilité politique est la condition sine qua non d'un développement durable.

En associant directement les jeunes à la réflexion et à la formulation de propositions, le YDL comble un vide souvent constaté entre les ambitions des gouvernants et les réalités vécues par la population. Il permet à cette jeunesse, qui représente plus de 60 % de la population, d'être non plus spectatrice mais actrice de la construction nationale.

La dynamique enclenchée est impressionnante. De 600 participants lors de la première édition en 2023 à plus de 4000 cette année, le YDL traduit une montée en puissance qui confirme l'appétit de la jeunesse pour le débat citoyen et l'action collective. Il s'impose désormais comme un cadre de concertation stratégique, capable d'influencer les politiques publiques et de transformer les idées en projets concrets.

Il est donc temps que l'État, le secteur privé et les partenaires internationaux comprennent que miser sur la jeunesse n'est pas un pari lointain sur l'avenir. C'est un investissement immédiat dans la productivité, la compétitivité et la stabilité du Togo. Car si la jeunesse est l'avenir, elle est surtout — et avant tout — le présent du développement.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo / financement des projets

Accord-cadre entre l'UTB et FAGACE pour plus d'impact

Dans une dynamique de soutien accru aux investissements publics et privés au Togo, le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE) et l'Union Togolaise de Banque (UTB) ont signé ce 10 septembre 2025 à Cotonou un accord-cadre de partenariat. Cette collaboration vise à faciliter l'accès au financement pour les porteurs de projets et à impulser une nouvelle dynamique de développement économique au Togo.

• Abdul Wahab ADO

Un nouveau tournant s'annonce dans la coopération entre le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE) et l'Union Togolaise de Banque (UTB) pour le financement des projets au Togo. C'est dans cette dynamique que s'inscrit l'accord-cadre de partenariat signé par les deux institutions, ce 10 septembre 2025 à Cotonou. Lors de la cérémonie de signature, le Secrétaire général du FAGACE, Basile TCHAKOUNTE, représentant le Directeur Général, a souligné que cet accord va bien au-delà d'un simple protocole. Il incarne, selon lui, une vision commune : celle de conjuguer leurs efforts pour stimuler le financement des projets d'investissement, véritable levier de croissance économique. Le SG a également rappelé les trois axes essentiels de la collaboration entre les deux institutions. Le premier concerne la mobilisation des ressources financières, notamment à travers les Dépôts à Terme (DAT), permettant à l'UTB de renforcer ses capacités d'intervention et de soutien aux porteurs de projets. Le deuxième axe porte sur le soutien financier et l'accompagnement des projets. Il s'agit de mettre en place des mécanismes adaptés pour faciliter la structuration, le mon-



tage et le suivi des projets, afin d'assurer leur viabilité et leur impact économique. Le troisième axe est centré sur le rôle de garantie du FAGACE. L'institution s'engage à garantir chaque projet spécifique pour lequel l'UTB mobilise des ressources, contribuant ainsi à sécuriser les investissements. Cette garantie couvrira les projets à court, moyen et long terme, en réduisant les risques pour les bailleurs et en facilitant l'accès au financement pour les bénéficiaires.

Des formations

Le partenariat prévoit éga-

lement des formations qui permettront aux équipes de mieux maîtriser les mécanismes de garantie, d'optimiser les montages financiers et d'améliorer la gestion des risques liés aux projets d'investissements. « Nous mettrons en place des mesures d'accompagnement pour assurer le succès de chaque initiative. Cet accord est un pont que nous construisons entre l'expertise du FAGACE en matière de garantie et la force de mobilisation financière de l'UTB. Il est le symbole de notre détermination à œuvrer ensemble pour un avenir plus prospère où

les idées se transforment en projets concrets et les projets en opportunités pour nos populations », a expliqué le SG du FAGACE.

La plus ancienne banque du Togo

Le Directeur Général de l'Union Togolaise de Banque (UTB), Simplicie T. ASSIH, a salué le dynamisme du FAGACE et souligné l'importance de l'accord signé. « C'est un accord historique entre deux institutions anciennes et solides », a-t-il déclaré. Il a rappelé que l'UTB, forte de ses 61 ans d'expérience, est la plus ancienne

banque du Togo, ayant joué un rôle central dans le financement de l'économie nationale. De son côté, le FAGACE, première institution africaine spécialisée dans la garantie, est une référence dans le domaine du financement sécurisé. Selon lui, ce partenariat reflète la volonté commune des deux institutions de laisser une empreinte significative dans le développement économique de leurs zones d'intervention. Le DG a également présenté la nouvelle vision stratégique de l'UTB, qui vise à en faire un véritable levier de soutien à la croissance et à la transformation structurelle de l'économie togolaise. Pour atteindre cette ambition, il a insisté sur la nécessité de s'appuyer sur des outils de financement performants. « Parmi les instruments les plus efficaces qui complètent notre

activité, le fonds de garantie occupe une place centrale, et dans ce domaine, le FAGACE est une référence incontournable », a-t-il indiqué.

Une aventure exigeante

En conclusion, le Directeur Général de l'UTB, Simplicie T. ASSIH, a résumé la portée de ce partenariat : « Nous nous engageons dans une aventure exigeante, mais porteuse de grandes ambitions. D'ici trois à cinq ans, notre objectif est de transformer profondément notre institution et de stimuler une nouvelle dynamique de croissance. Nos ambitions convergent avec celles du FAGACE, et ce partenariat constitue une plateforme idéale pour cofinancer nos économies et partager nos expertises. Il s'agit de bâtir une véritable synergie entre nos deux institutions ». La cérémonie s'est clôturée par la signature des documents officiels, l'échange des parapheurs et une photo de famille, scellant ainsi formellement l'accord-cadre de partenariat entre le FAGACE et l'UTB.



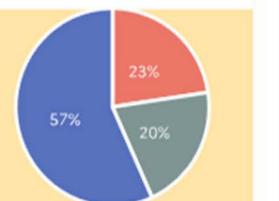
Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)	9,1 Mds USD
Population en 2023 (FMI)	9,1 M
PIB/hab en 2023 (FMI)	1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Droit international

Le Togolais Mawuto Tossa remporte le Prix J.B. Scott

Dr Mawuto Tossa, juriste togolais, est devenu le premier Africain à recevoir le prestigieux Prix J.B. Scott (Carlos Calvo 2025) de l'Institut de Droit International. Son manuscrit, consacré au régionalisme africain en droit international des investissements, a été unanimement salué pour sa qualité scientifique et son apport novateur.

● Joël Yanclou

L'Institut de Droit International a décerné le 27 août 2025, à Rabat, au Dr Mawuto Tossa le Prix J.B. Scott (Carlos Calvo 2025), l'une des distinctions les plus respectées dans le domaine du droit international. Lauréat d'un double doctorat en droit de l'Université de Lomé et de l'Université de Grenade (Espagne), le chercheur togolais a vu son manuscrit intitulé « L'évolution du régionalisme africain en droit international des investissements : de la communautarisation à la continentalisation » couronné par le jury. L'ouvrage, centré sur l'intégration africaine et la régulation des flux d'investissement dans le cadre de la ZLECAf, a été reconnu pour son audace intellectuelle et son potentiel transformateur.

Dans un cercle élitiste

Depuis sa création en 1931, le Prix J.B. Scott n'avait jamais été attribué à un Africain. L'entrée du Dr Tossa dans ce cercle restreint est donc plus qu'une réussite



individuelle : elle constitue un jalon majeur pour la reconnaissance internationale de la recherche juridique africaine. Le jury a salué une « contribution remarquable » répondant aux standards scientifiques les plus élevés. La portée de ce prix dépasse le seul Togo : elle valorise l'expertise africaine dans un domaine longtemps dominé par les productions académiques occidentales.

Excellence et reconnaissance

Dr Mawuto Tossa s'était déjà distingué sur la scène internationale en remportant en 2025 le 1er Prix de l'Africa Arbitration Academy à Londres.

Il est également récipiendaire de la David Caron Fellowship de la Société américaine de droit international et du programme Coimbra Group Young African Scholar. Chercheur invité dans des institutions de renom comme le Grotius Centre (Université de Leiden) et le CREDIMI (Université de Dijon), il s'impose comme l'un des juristes africains les plus prometteurs de sa génération. Polyglotte, conférencier régulier dans les forums internationaux, il est reconnu pour son expertise en droit économique international, intégration régionale et règlement des différends.

Au nom de la recherche africaine

L'Afrique cherche à affirmer sa voix dans la gouvernance mondiale des investissements. La ZLECAf, en particulier, impose de nouveaux défis juridiques et économiques qui nécessitent une expertise de haut niveau. L'ouvrage primé de Dr Tossa répond à ce besoin et offre une grille de lecture innovante pour concilier attractivité économique et souveraineté juridique. En honorant ce travail, l'Institut de Droit International – prix Nobel de la Paix en 1904 – envoie un signal fort : la recherche africaine peut et doit occuper une place centrale dans les débats mondiaux sur le droit international.



Enseignement technique

Les acteurs définissent les orientations pour la rentrée 2025-2026

Au Togo, la rentrée scolaire 2025-2026 se profile à l'horizon. Une rencontre destinée à mieux préparer l'année a démarré le lundi 8 septembre pour deux jours à Lomé, réunissant plusieurs acteurs du sous-secteur de l'Enseignement technique et de la professionnelle (ETFP).

Concrètement, il s'agit pour les parties prenantes de dresser le bilan de l'année écoulée et de définir les grandes orientations pour la nouvelle rentrée. L'exercice, devenu une tradition, permet non seulement de mettre en lumière les principales avancées enregistrées, mais aussi d'identifier les défis persistants. « Nous devons capitaliser les progrès réalisés et relever ensemble les défis qui demeurent, afin de bâtir un enseignement technique et une formation professionnelle plus performants et in-

clusifs », a indiqué le ministre en charge de l'enseignement technique, Isaac Tchiakpe, à l'ouverture des travaux. Pour rappel, l'année scolaire 2024-2025 a été marquée par plusieurs avancées, entre autres la consolidation de la formation en alternance, la diversification des filières et la mise

en œuvre des formations de courte durée. Sur le plan académique, le Baccalauréat première partie (BAC 1) a enregistré un taux de réussite de 60,11 %, tandis que le BAC II a affiché un taux de réussite de 77,23 % dans l'enseignement technique.



Secteur bancaire

Communiqué de SUNU Bank

Dans le cadre de son plan de restructuration, SUNU Bank Togo a procédé au licenciement économique de 42 collaborateurs. La banque affirme avoir respecté la législation en vigueur et accordé des indemnités allant de 8 à 66 mois de salaire. Toutefois, le Synbank rejette ce plan et exige son annulation au profit d'un départ volontaire assorti de compensations plus importantes. Les ministres de tutelle ont engagé une médiation, tandis que SUNU Bank Togo insiste sur la nécessité de ces réformes pour restaurer sa solidité financière et rassurer ses clients et partenaires quant à la stabilité de ses activités.



COMMUNIQUE

Dans le cadre du plan de restructuration approuvé par le Conseil d'Administration de SUNU Bank Togo en septembre 2024, et mis en œuvre notamment à travers la fermeture de 7 agences et la suppression de certains postes, un licenciement économique a concerné 42 collaborateurs.

Cette décision, difficile mais nécessaire, a été arrêtée après plusieurs semaines de concertation et dans le strict respect des dispositions légales en vigueur en République togolaise.

Initialement, 70 employés étaient concernés par ce plan. Grâce au dialogue avec l'État, ce nombre a été réduit à 58 puis 42. Ces collaborateurs ont perçu la totalité de leurs droits légaux ainsi que des mesures d'accompagnement, le tout pour des montants variant entre 8 et 66 mois de salaire net, selon l'ancienneté et le poste occupé.

Malgré ces efforts, le Synbank (Syndicat des employés et cadres des banques établissements financiers) s'oppose en maintenant un préavis de grève déposé le 22 août 2025 dont le licenciement économique ferait partie des sujets en cause.

Face à cette situation, le Ministre de l'Économie et des Finances ainsi que le Ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative ont engagé une médiation afin de favoriser un dialogue constructif.

Dans ce cadre, SUNU Bank Togo a proposé des mesures additionnelles qui se sont heurtées encore une fois, aux revendications du Synbank, qui exige l'annulation pure et simple du plan de licenciement économique, au profit d'un plan de départ volontaire avec comme exigences le paiement de 36 mois de salaire supplémentaire et l'annulation intégrale des remboursements de crédits en cours pour chaque salarié concerné.

SUNU Bank Togo tient à rappeler que ces réformes, bien que douloureuses, répondent à la nécessité de restaurer la solidité financière, la performance de l'institution et surtout sauvegarder l'épargne des 2 000 actionnaires togolais de la Banque depuis 2007, qui ont perçu une seule fois en 2023 un dividende dans toute l'histoire de la banque, après l'arrivée du Groupe SUNU.

Le Conseil d'Administration de SUNU Bank Togo et le Groupe SUNU expriment leur profonde gratitude aux Ministres de tutelle pour leur engagement et leur volonté de préserver un climat de dialogue social.

SUNU Bank Togo souhaite rassurer l'ensemble de ses partenaires et clients face aux fausses informations abondamment diffusées ces derniers jours dans les médias et confirme qu'il n'y a pas d'incidence sur les contrats, les comptes et les engagements en cours.

Filiale d'un grand groupe panafricain solide et pérenne présent au Togo depuis plus de 25 ans, SUNU Bank Togo reste résolument engagée au service de ses clients, de ses partenaires et du développement du Togo.

Le conseil d'administration



Communiqué

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche informe du lancement des bourses « Chevening » dont le Togo bénéficie depuis 2023, suite à son adhésion au Commonwealth en 2022.

Les candidatures sont ouvertes du 05 août au 07 octobre 2025.

Les critères d'éligibilité au programme sont :

- Justifier d'au moins 2 années d'expériences professionnelles postérieures à l'obtention du diplôme de premier cycle d'enseignement supérieur ;
- S'engager à regagner son pays d'origine pour une durée minimale de 2 ans à l'issue de la formation ;
- Ne pas avoir auparavant étudié au Royaume-Uni grâce à une bourse d'étude financée par le gouvernement britannique.

Le processus de candidature comprend deux étapes clés :

- 1- Soumettre une demande d'admission auprès des universités britanniques ;
- 2- Postuler pour au moins trois programmes de Master identifiés sur le site officiel du programme : [Chevening.org/find-a-course](https://www.chevening.org/find-a-course)

En parallèle, soumettre une candidature à la bourse d'études < Chevening > sur le site officiel [Chevening.org/apply](https://www.chevening.org/apply).

Fait à Lomé, le 10 septembre 2025

Pour le Ministère, le Directeur
des Bourses et Stages



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

BOA-Togo, partenaire du Basket Playground 2025 : la jeunesse et le sport au cœur de notre engagement

Lomé, le 10 Septembre 2025 – Fidèle à son engagement en faveur de la jeunesse et du développement socioculturel, **Bank of Africa – Togo (BOA-Togo)** annonce sa participation en tant que partenaire au **Basket Playground 2025**, un événement sportif et culturel majeur qui se tiendra les **12 et 13 septembre 2025 à Lomé**.

Le **Basket Playground** est le rendez-vous incontournable de cet été qui clôture les grandes vacances par une célébration de l'énergie, de la créativité et du talent de la jeunesse togolaise. L'événement propose un programme riche :

- **Tournoi 3x3** (matches mixtes en équipes réduites)
- **Concours de tirs à 3 points** (précision et technicité)
- **Concours de DUNK** (spectacle aérien apprécié du public et d'un jury)
- **Spectacle de clôture** avec des artistes et DJs locaux pour célébrer la jeunesse.

Avec plus de **2 000 participants attendus**, cette édition représente une formidable opportunité de rapprochement entre la banque et la jeunesse togolaise.

Une banque proche de sa communauté

À travers ce partenariat, BOA-Togo confirme sa volonté d'accompagner les initiatives qui valorisent la jeunesse, le sport et la culture. L'objectif est double :

- **Renforcer la proximité avec les jeunes**, futurs acteurs économiques et entrepreneurs du pays.
- **Soutenir un projet citoyen** qui promeut des valeurs positives : esprit d'équipe, fair-play, dépassement de soi et créativité.

Dans le cadre de cette collaboration, BOA-Togo offrira l'ouverture de 8 comptes "Livret Jeune", chacun crédité de 50 000 FCFA, aux gagnants des compétitions, afin de leur permettre de bénéficier d'un premier pas dans l'éducation financière et l'inclusion bancaire.

Déclaration

Khalid KEZIRE, Responsable Marketing/Communication, « Notre présence au Basket Playground 2025 traduit l'engagement de BOA-Togo à soutenir des initiatives qui allient sport, culture et jeunesse. Nous croyons que c'est en étant aux côtés des jeunes, en partageant leurs passions et en les accompagnant dans leurs ambitions, que nous construisons la banque de demain. »

À propos de BOA-Togo

Membre du Groupe Bank of Africa présent dans 19 pays, BOA-Togo se positionne comme un acteur bancaire de référence, engagé à offrir des solutions innovantes et accessibles, tout en soutenant les initiatives sociales, culturelles et sportives qui participent au développement du pays.



Financement du logement

Afreximbank et ShafDB débloquent un milliard USD

La Banque Africaine d'Export-Import (Afreximbank) et la Banque de Développement Shelter Afrique (ShafDB) ont signé un Accord-Cadre novateur portant sur un mécanisme conjoint de préparation de projets (JPPF). Ce partenariat stratégique vise à débloquent un investissement cumulé d'au moins 1 milliard de dollars US et devrait transformer le logement et le développement urbain à travers le continent.

● Vivien Atakpabem

Signé en marge de la quatrième Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF2025) par Mme Oluranti Doherty, Directrice Générale du Développement à l'Export Afreximbank, et M. Thierno-Habib Hann, Directeur Général et PDG de ShafDB, l'accord vise à fournir un financement pour la préparation des projets à un stade précoce, afin de faire passer efficacement les projets du concept à la bancabilité. Le JPPF soutiendra principalement les secteurs prioritaires, notamment le bâtiment et la construction, le logement, la santé, l'hôtellerie et le tourisme, l'industrie, la fabrication de matériaux de construction, les infrastructures commerciales et résidentielles, ainsi que les plateformes logistiques telles que les zones industrielles et les zones économiques spéciales. Outre le financement, le JPPF comprend également un programme solide de renforcement des capacités visant à améliorer les compétences du personnel de la ShafDB en matière de préparation de projets, en leur permettant d'acquérir les compétences essentielles pour développer des projets bancables et percutants. Pour



Mme Doherty a déclaré « Nous sommes ravis de collaborer avec la Banque de Développement Shelter Afrique afin d'accélérer le développement urbain durable à travers l'Afrique. Ce partenariat s'inscrit dans notre vision commune de promotion de la croissance économique et d'amélioration de la qualité des projets sur le continent. En combinant l'expertise de la ShafDB en matière de logement et de développement urbain et la vaste expérience d'Afreximbank dans la préparation de projets, nous sommes prêts à ouvrir de nouvelles opportunités et à réaliser des projets transformateurs dans des secteurs critiques qui, entre autres avantages, permettront de créer des pôles économiques et des plateformes qui favoriseront le commerce et les services

commercialisables. Le JPPF servira de catalyseur pour les investissements du secteur privé, ce qui conduira à un développement socio-économique substantiel à travers le continent. » Thierno-Habib Hann, Directeur Général de la ShafDB, a déclaré que « notre secteur est confronté à deux défis structurels majeurs : le manque de données fiables et la préparation insuffisante des projets. À la ShafDB, nous avons déjà pris des mesures audacieuses pour relever le premier défi grâce à notre modèle VIRAL, un cadre basé sur les données conçu pour fournir des informations exploitables et soutenir la prise de décision fondée sur des preuves dans le domaine du logement et du développement urbain. Aujourd'hui, nous sommes fiers de relever le deuxième défi grâce à ce partenariat stratégique avec Afreximbank. » Afreximbank et ShafDB sont toutes deux membres de l'Alliance des Institutions Financières Multilatérales Africaines (AAMFI), ce qui souligne leur engagement en faveur de la collaboration et de l'innovation pour favoriser le développement économique et la croissance sur tout le continent.

Rwanda-Sénégal

Un accord aérien pour renforcer la connectivité et la coopération économique

Les relations entre Kigali et Dakar se sont intensifiées portées par une volonté commune de promouvoir les partenariats intra-africains. Ce nouveau partenariat vise à soutenir les ambitions régionales de RwandAir et à consolider le rôle du Sénégal comme carrefour aérien en Afrique de l'Ouest.

Le Rwanda et le Sénégal ont signé, le lundi 8 septembre 2025, un accord bilatéral sur les services aériens visant à faciliter et à renforcer le transport aérien entre les deux pays. Cet accord marque une étape importante dans le développement de la connectivité régionale et dans la consolidation de la coopération économique et commerciale. Le ministre rwandais des Infrastructures, Jimmy Gasore, a salué une « nouvelle étape majeure », soulignant que ce partenariat s'inscrit dans la continuité des relations déjà solides entre Kigali et Dakar. Pour le Rwanda, cette initiative répond à sa volonté de diversifier ses routes aériennes, notamment après les restrictions imposées par la



République démocratique du Congo (RDC) sur son espace aérien. Elle permettra également à la compagnie nationale rwandaise RwandAir de renforcer sa présence en Afrique de l'Ouest et de soutenir son ambition de devenir un hub aérien continental. Du côté du Sénégal, l'accord vient consolider le rôle de l'Aéroport international Blaise-Diagne comme plateforme régionale. Il devrait aussi favoriser le tourisme, les échanges académiques et les partenariats économiques

avec l'Afrique de l'Est. Les relations entre Kigali et Dakar se sont intensifiées ces dernières années, portées par une volonté commune de promouvoir les partenariats intra-africains. Le Rwanda a ouvert une ambassade à Dakar en 2011, suivi en 2020 de l'inauguration de la représentation diplomatique sénégalaise à Kigali. En 2024, les présidents Bassirou Diomaye Faye et Paul Kagame se sont rencontrés à plusieurs reprises, pour discuter de gouvernance publique, de sécurité, de commerce et d'échanges culturels. Ces rencontres visent à instaurer une coopération modèle, fondée sur le partage d'expériences et la promotion d'un développement durable.

Avec Agence Ecofin

Financement Climatique Mondial

Les BMD atteignent 37 milliards de dollars en 2024

Une augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente souligne l'engagement renforcé des BMD envers la transition écologique, particulièrement dans les économies les plus vulnérables.

● Nicole Esso

En 2024, les banques multilatérales de développement ont octroyé un montant sans précédent de 137 milliards de dollars au titre du financement climatique mondial. Ce chiffre, qui représente une hausse notable de 10 % par rapport à 2023, émane d'un rapport conjoint incluant des institutions clés telles que la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque africaine de développement (BAD).

Priorité aux économies vulnérables

L'essentiel de ces fonds, soit plus de 85 milliards de dollars, a été spécifiquement dirigé vers les pays à revenu faible et intermédiaire. Ces économies ont vu leurs financements climatiques augmenter de 14 % en un an. La répartition de ces fonds montre une préférence pour les projets d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, qui ont capté plus de la moitié des fonds alloués à cette catégorie de pays, le reste étant consacré au renforcement de la résilience face aux impacts climatiques.

Mobilisation du secteur privé

Parallèlement, les BMD ont réussi à catalyser 134 milliards de dollars de financements privés pour l'action climatique en 2024. Cette



performance représente une augmentation impressionnante de 33 % par rapport à l'année précédente. Elle témoigne de l'attrait croissant du secteur privé pour les investissements durables, répondant ainsi à la nécessité pour les gouvernements d'élargir les sources de financement afin d'atteindre les objectifs climatiques globaux.

Impératif stratégique avant la COP30

Ces résultats arrivent à un moment crucial, à l'approche de la COP30 qui se tiendra à Belém, au Brésil, en novembre 2025. Lors de la COP28 à Bakou, un objectif ambitieux de mobilisation d'au moins 1 300 milliards de dollars par an d'ici 2035 avait été fixé, combinant les ressources publiques et privées. L'augmentation observée en 2024 est un signal positif, indiquant une dynamique favorable à l'atteinte de cet objectif. Anthony Nyong, directeur du changement climatique et de la croissance verte à la Banque africaine de développement, a souligné l'accélération des efforts de l'Afrique pour capitaliser sur son potentiel en énergies

renouvelables, solutions basées sur la nature et innovation. Il a rappelé que plus de la moitié du financement climatique de la BAD est destiné à renforcer la résilience des pays africains, à protéger les moyens de subsistance et à promouvoir un développement vert, illustrant l'importance de ces financements pour le continent.

L'Urgence climatique et le rôle des institutions financières

Le changement climatique représente l'un des défis les plus pressants de notre époque, affectant de manière disproportionnée les pays en développement et les populations les plus vulnérables. Les banques multilatérales de développement, en tant qu'acteurs financiers majeurs, jouent un rôle essentiel dans la canalisation des fonds vers des projets qui visent à la fois à réduire les émissions de gaz à effet de serre (atténuation) et à renforcer la capacité des sociétés à faire face aux impacts du changement climatique (adaptation). L'augmentation des financements en 2024 reflète une prise de conscience accrue de l'urgence d'agir et la nécessité de mobiliser des ressources considérables pour une transition juste et durable vers une économie bas-carbone. Ces chiffres démontrent une tendance positive vers un financement climatique accru et plus ciblé.

Ghana

KPMG pour voler au secours de l'État dans le secteur des télécoms

Accra confie à KPMG l'évaluation de ses participations dans AT Ghana et Telecel, afin de bâtir un second opérateur capable de concurrencer MTN, qui détient près de 74% du marché mobile national.

Le gouvernement ghanéen a mandaté le cabinet KPMG pour évaluer l'avenir d'AT Ghana (ex-AirtelTigo) et ses parts dans Telecel Ghana, avec l'ambition de bâtir un second opérateur capable de rivaliser avec MTN, qui domine le marché avec près de 74% des abonnés. L'État avait repris AT en 2021 pour un dollar symbolique, après le retrait de Bharti Airtel et Millicom. Mais l'opérateur reste fragilisé : sa dette atteignait 3,5 milliards de cedis (289 millions \$) en mars, dont 1,5 milliard envers l'opérateur de tours ATC Ghana. Faute de paiements, une partie de ses sites avait été coupée, contraignant le gouvernement à migrer en urgence



3 millions de clients vers le réseau de Telecel grâce à un accord national d'itinérance. AT, née de la fusion d'Airtel et Tigo en 2017, a vu sa part de marché s'effondrer, passant de 25,8 % en 2018 à moins de 8 % fin 2024, selon la National Communications Authority. Telecel, ex-Vodafone, détient pour sa part 18,1 % du marché. Selon le ministre de la Communication et de l'Innovation numérique, Sam George (photo), KPMG a 60 jours pour ana-

lyser la dette d'AT, examiner la participation publique dans Telecel et proposer des scénarios, y compris une fusion, afin de « créer un deuxième acteur solide et rééquilibrer le marché ». En attendant les recommandations, le gouvernement a assuré que les 300 salariés permanents d'AT conserveront leur poste et que la situation des 200 contractuels sera également prise en compte.

Avec Agence Ecofin

mardi 9 septembre 2025

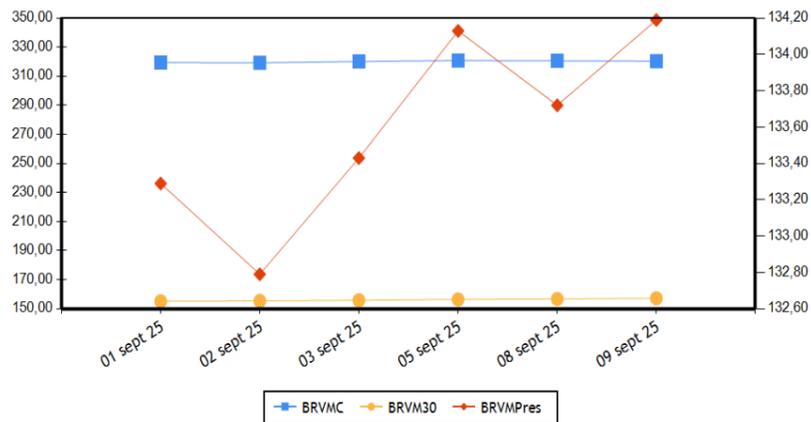
N° 169

BRVM COMPOSITE	320,42
Variation Jour	-0,07 % ↓
Variation annuelle	16,09 % ↑

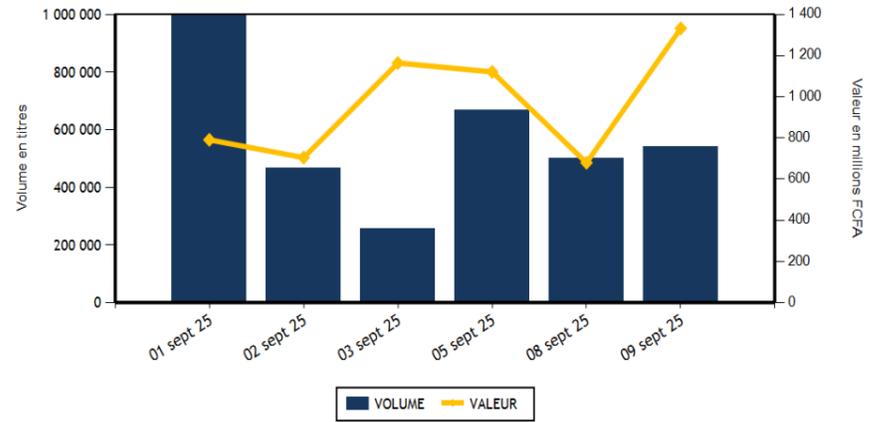
BRVM 30	157,24
Variation Jour	0,29 % ↑
Variation annuelle	13,33 % ↑

BRVM PRESTIGE	134,19
Variation Jour	0,35 % ↑
Variation annuelle	16,85 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	12 353 935 659 874	-0,07 %
Volume échangé (Actions & Droits)	486 364	-2,58 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	826 550 955	25,94 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	22	37,50 %
Nombre de titres en baisse	16	-15,79 %
Nombre de titres inchangés	8	-27,27 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 912 531 031 521	0,04 %
Volume échangé	53 705	1 987,25 %
Valeur transigée (FCFA)	505 514 820	2 077,26 %
Nombre de titres transigés	12	20,00 %
Nombre de titres en hausse	4	
Nombre de titres en baisse	2	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	6	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	925	6,94 %	125,61 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	625	4,17 %	25,00 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	5 095	3,98 %	61,75 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 050	3,27 %	6,77 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	27 000	3,01 %	28,57 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	35 940	-7,49 %	455,06 %
BICI CI (BICC)	15 165	-7,47 %	8,32 %
SICOR CI (SICC)	3 680	-7,42 %	-8,00 %
BERNABE CI (BNBC)	1 630	-7,39 %	53,05 %
SAFCA CI (SAFC)	1 150	-4,17 %	59,72 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	134,19	0,35 %	16,85 %	34 572	248 996 680	10,17
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	191,80	-0,30 %	38,87 %	451 792	577 554 275	12,30

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	240,08	-1,70 %	104,57 %	47 063	144 010 385	8,75
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	723,01	-0,13 %	-5,36 %	20 250	114 085 525	9,95
BRVM - FINANCES	16	129,45	0,61 %	27,22 %	356 967	371 647 985	8,45
BRVM - TRANSPORT	1	347,58	-0,35 %	5,78 %	1 614	2 291 055	3,67
BRVM - AGRICULTURE	5	329,53	-0,57 %	67,21 %	23 850	117 158 540	10,73
BRVM - DISTRIBUTION	7	395,36	-0,13 %	17,92 %	29 264	48 093 525	50,56
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	616,51	-0,42 %	-5,07 %	7 356	29 263 940	10,79

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	94,26	-0,19 %	-5,74 %	15 214	99 213 910	9,83
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	123,61	0,72 %	23,61 %	46 928	74 259 410	69,45
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	127,23	0,62 %	27,23 %	356 967	371 647 985	8,45
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	201,04	-1,74 %	101,04 %	26 906	163 071 245	9,57
BRVM - INDUSTRIELS	6	138,45	0,04 %	38,45 %	24 518	78 095 705	4,96
BRVM - ENERGIE	4	107,83	-0,26 %	7,83 %	10 795	25 391 085	13,16
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	106,04	1,57 %	6,04 %	5 036	14 871 615	8,90

Informatique

L'adoption de l'IA ralentit dans les entreprises

Selon le Bureau du recensement américain, les entreprises américaines – en particulier les plus grandes – sont moins nombreuses qu'en juin à déclarer utiliser l'IA. Un ralentissement inédit par son ampleur et sa durée, depuis le lancement, en 2023, de ce sondage bimensuel.

Est-ce le premier signal concret que l'intelligence artificielle (IA) commence à lasser les entreprises ? Selon un sondage bimensuel du Census Bureau (Bureau du recensement américain) repéré par The Information et Fortune, les entreprises américaines auraient ralenti leur adoption de la technologie depuis le mois de juin. Ce baromètre demande régulièrement à un échantillon de 200 000 entreprises si elles ont utilisé l'IA (comme du machine learning, traitement du langage, agents virtuels...) pour mettre au point leurs produits ou services. Le nombre de sondés répondant « oui » à la question augmente constamment depuis 2023, date à laquelle le baromètre a été lancé. Mais, pour la première fois, la moyenne parmi les grandes entreprises (celles comptant plus de 250 employés) a affiché une baisse assez nette, passant d'un pic de 13,5 % en juin 2025 à environ 12 % en août. Une



baisse similaire est observable chez les moyennes entreprises. Seules les toutes petites structures (de moins de quatre salariés) continuent d'afficher une tendance à la hausse constante.

Vers un dégonflage de la bulle ?

Ce chiffre alimente le discours selon lequel la bulle de l'IA serait sur le point d'éclater, ou du moins que l'enthousiasme se tarit sérieusement. Il vient compléter d'autres signaux relayés ces dernières semaines : les déclarations de Sam Altman, PDG d'OpenAI, admettant un suremballement des investisseurs autour de l'IA, ou encore une étude retentissante du Massachusetts Institute of Technology (MIT) montrant que la majorité des projets

IA en entreprise ne génèrent pas de retour sur investissement. Mais attention à ne pas surinterpréter ce sondage. Il pourrait s'agir d'un ralentissement saisonnier, plus que d'un véritable renversement de tendance. L'été dernier, une baisse (moins importante et moins longue toutefois) de l'adoption avait été enregistrée avant une reprise en septembre. Le Bureau du recensement demande également aux entreprises si elles prévoient d'utiliser l'IA pour produire des biens ou des services au cours des six prochains mois. Et ici, les données ne montrent pas de baisse, même si le pourcentage de réponses positives semble s'être stabilisé à un niveau inférieur à celui observé fin 2023 et début 2024.

Avec la tribune.fr

Crise du vin

Un bon millésime espéré à Bordeaux dans un contexte délétère

En Gironde, le coup d'envoi des vendanges a été donné de façon précoce cette année en raison des fortes chaleurs. Mais à Bordeaux Familles (300 familles) comme à Tutiatic (500 viticulteurs), on attend de la qualité comme de la quantité. Une bouffée d'oxygène pour une filière en proie à de profondes difficultés.

Les premières vendanges ont commencé dès le 12 août pour des viticulteurs de la cave coopérative Bordeaux Familles, qui regroupe 300 familles du vignoble bordelais. « Les grosses chaleurs ont accéléré la maturité et, alors que l'acidité baissait assez rapidement, nous avons décidé d'anticiper les dates de récolte des raisins destinés au crémant », du vin blanc pétillant. Chez les vigneron de Tutiatic, dix jours plus tard, sous l'effet de la chaleur, le sauvignon blanc a aussi été ramassé plus tôt que d'habitude. « Pour le blanc, c'est terminé, nous avons poursuivi avec le rosé fin août et nous aurons une semaine de pause avant d'entamer le rouge », précise Stéphane Héraud, viticulteur et président de Tutiatic, une coopérative qui regroupe 500 vigneron et 4 600 hectares de vignes pour plus de 100 millions d'euros de chiffre d'affaires. En ce début du mois de septembre, les machines à vendanger sont donc déjà rodées du côté de Marcellac, dans le nord Gironde. Et c'est à la fraîche



que les viticulteurs s'activent à la vigne, entre 2 heures et 10 heures du matin pour les rosés. « Les températures fraîches et l'absence de luminosité permettent de préserver les arômes et les couleurs », explique Stéphane Héraud qui savoure : « La récolte s'annonce belle en quantité et en qualité. Contrairement à d'autres secteurs en Gironde, nous avons eu de l'eau en juillet et en août. C'est idéal. »

L'atout du collectif

Une bonne nouvelle alors que, dans les rangs de vigne, « le moral n'est pas bon », admet-il sans détour. La faute à une consommation en baisse, à une campagne d'arrachage qui a réduit la surface du vignoble de 18 % en trois ans et à une taxe de 15 % sur les exportations vers les États-Unis. « À Bordeaux, nous avons un double phénomène. Les rendements

sont plus faibles pour des raisons climatiques. Donc, économiquement, parfois, ça ne passe plus... Le marché est aussi plus difficile, pour les rouges notamment. Les prix ont baissé, la rentabilité des exploitations se trouve aussi affectée », explique Philippe Cazaux, directeur général de Bordeaux Familles. Dans ce contexte, le collectif constitue un atout. « À Tutiatic, les viticulteurs ont la chance de ne pas s'occuper de la commercialisation. Ils n'ont donc pas le stress permanent lié à cette activité que nous portons au niveau de la coopérative », souligne Stéphane Héraud. Tutiatic muscle en l'occurrence ses équipes en charge de la commercialisation et de l'export, notamment. « Les vigneron ont une mission: faire du raisin et de bons raisins. Nous nous occupons du reste, vinification et commercialisation. »

Avec latribune.fr

L'ÉCO EN BREF

Sébastien Lecornu promet « des ruptures » pour sortir de la crise

Le nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu a promis mercredi « des ruptures », « sur le fond » et « pas que sur la forme », lors de la cérémonie de passation de pouvoirs à Matignon, où il a assuré qu'il n'y avait « pas de chemin impossible » pour sortir de la crise politique. Le nouveau locataire de Matignon a promis d'être « plus créatif », « plus sérieux dans

la manière de travailler avec nos oppositions », alors que la coalition gouvernementale sortante est privée de majorité à l'Assemblée nationale.

« On va y arriver », a-t-il lancé, promettant de recevoir les forces politiques « dans les tout prochains jours ».



Recul surprise de l'indice américain des prix à la production en août

Un indice des prix à la production surprend ce mercredi aux États-Unis en s'affichant en léger recul, après une forte augmentation un mois plus tôt. Un résultat qui n'avait pas été anti-

cipé par les analystes. Sur un mois, l'indice des prix à la

production (PPI) a reculé de 0,1 % après avoir progressé de 0,7 % en juillet, selon les données publiées par le ministère du Travail. Les marchés anticipaient un ralentissement de l'inflation, mais pas un recul.



« Bloquons tout » : une journée pour jauger la colère sociale en France

La mobilisation « Bloquons tout », née sur les réseaux sociaux, s'est déployée

dans toute la France ce mercredi. Elle devait permettre de jauger la colère sociale, dans un pays en pleine crise

politique. Au lendemain de la nomination de Sébastien Lecornu qui remplace François Bayrou, tout juste évincé de Matignon, et huit jours avant une mobilisation syndicale, une myriade d'actions ont été prévues dès l'aube dans les métropoles, les petites villes et les campagnes. Selon le ministère de l'Intérieur, 175 000 participants ont été recensés en fin d'après-midi en France.



La CPME et l'U2P saluent la nomination rapide de Lecornu

La CPME et l'U2P, deuxième et troisième organisations patronales représentatives, se sont déclarées satisfaites ce mercredi de la nomination rapide de

Sébastien Lecornu, comptant sur lui pour redonner des couleurs à la croissance de l'économie française. La Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) a souligné « les

qualités d'écoute et le pragmatisme » de Sébastien Lecornu, « un homme d'expérience qui connaît bien les différentes arcanes gouvernementales et parlementaires ».



(Sélection AFP et Reuters)

Malnutrition

Un enfant sur dix dans le monde est obèse, selon l'UNICEF

Pour la première fois, l'obésité supplante l'insuffisance pondérale comme forme la plus répandue de malnutrition chez les enfants et adolescents dans le monde. Près de 188 millions d'enfants âgés de 5 à 19 ans, soit un sur dix dans le monde, sont concernés par ce trouble, qui les expose à des maladies chroniques comme le diabète de type 2, les pathologies cardiovasculaires ou certains cancers.

Lorsque nous parlons de malnutrition, nous ne parlons plus seulement des enfants souffrant d'insuffisance pondérale », a constaté Catherine Russell, la directrice générale de l'UNICEF. La forte croissance de l'obésité infantile au cours des deux dernières décennies a des répercussions graves sur leur santé et leur développement. « Les aliments ultra-transformés remplacent de plus en plus les fruits, les légumes et les protéines, à un moment où la nutrition joue un rôle essentiel dans la croissance, le développement cognitif et la santé mentale des enfants », a averti Mme Russell. Ces nouvelles tendances sont issues d'un rapport publié mercredi par l'agence de l'ONU pour l'enfance, qui s'appuie sur les données de plus de 190 pays.

Une personne sur cinq en surpoids



Depuis 2000, la proportion d'enfants et d'adolescents souffrant d'insuffisance pondérale s'est réduite, passant de 13 à 9,2 %. Dans le même temps, l'obésité a triplé, de 3 % à 9,4 %. Partout dans le monde – sauf en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud – les taux d'obésité dépassent désormais ceux de l'insuffisance pondérale. Dans les îles du Pacifique, la transition alimentaire est brutale : les régimes traditionnels cèdent la place à des produits importés, riches en calories mais pauvres en nutriments. Les pays riches

ne sont pas épargnés : 27 % des enfants au Chili, 21 % aux États-Unis et aux Émirats arabes unis sont concernés. Au total, un enfant ou adolescent sur cinq est en surpoids – soit 391 millions – dont près de la moitié sont obèses. Une tendance lourde, au sens propre comme au figuré, qui prépare un fardeau sanitaire pour les décennies à venir.

Le marketing en cause

L'UNICEF met en cause l'omniprésence des aliments

ultra-transformés et de la restauration rapide, promus par un marketing agressif. Boissons sucrées, snacks et fast-foods envahissent les écrans et façonnent les appétits. Dans une enquête menée auprès de 64.000 jeunes dans 170 pays, 75 % affirment avoir vu de telles publicités au cours de la semaine précédente, et 60 % reconnaissent qu'elles leur donnent envie de consommer ces produits. Même en zones de guerre, 68 % des adolescents déclarent être exposés à ces messages. À cette dérive nutritionnelle s'ajoute une facture

économique vertigineuse : d'ici 2035, le coût mondial du surpoids et de l'obésité pourrait dépasser 4.000 milliards de dollars par an. Au Pérou, ces problèmes de santé risquent d'engloutir plus de 210 milliards à l'échelle d'une génération.

Vers un sursaut politique ?

Certains gouvernements commencent à réagir. Le Mexique, où 40 % des calories quotidiennes des enfants proviennent de produits transformés, a interdit la vente de ces aliments dans les écoles publiques, touchant plus de 34 millions



d'élèves. L'UNICEF appelle à multiplier ces initiatives : étiquetage obligatoire, restrictions de publicité, taxes sur les produits malsains, interdiction de la malbouffe dans les écoles, renforcement de la protection sociale et mise à l'abri des politiques publiques face aux pressions de l'industrie. « Dans de nombreux pays, nous constatons le double fardeau de la malnutrition, à savoir l'existence du retard de croissance et de l'obésité. Cela nécessite des interventions ciblées », a insisté Catherine Russell. Et de conclure : « Chaque enfant doit avoir accès à une alimentation nutritive et abordable. Nous avons besoin de toute urgence de politiques qui aident les parents et les personnes qui s'occupent des enfants à accéder à des aliments nutritifs et sains pour leurs enfants ».

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Tout ira bien pécuniairement si vous avez fait les bons choix. Mais si vous avez laissé les dettes s'accumuler, vous serez obligé de remettre de l'ordre dans vos comptes. Pour quelques natifs imprévoyants, qui ont dépensé sans tenir compte de leurs revenus réels, la facture risque même d'être assez lourde. Si c'est votre cas, essayez de négocier un rééchelonnement de vos remboursements d'emprunts avec votre banque.

Taureau Les influx astraux du jour vous apporteront stabilité et aisance matérielles. Plus vous viserez haut, plus vous obtiendrez ce que vous souhaitez, à condition d'observer sérieux, réflexion, circonspection et sagesse. En somme, vous aurez le vent en poupe.

Gémeaux Ce sera une journée de chance sur le plan financier, où votre savoir-faire et votre sens critique vous permettront d'agir d'une manière beaucoup plus avantageuse que d'habitude. Les finances seront plus solides et vous aurez un flair pour rentabiliser vos bénéfices. Toutefois, il ne faudra pas vous laisser aller, même si les choses vous paraissent plus faciles, car toute imprévoyance ou toute négligence pourraient encore vous coûter cher.

Cancer Vos rapports avec l'argent seront difficiles et vos finances vous donneront des sueurs froides. Vous auriez même des démêlés avec votre banquier. Il sera tard, mais pas trop tard, de prendre les devants en faisant de sévères économies.

Lion Côté finances, vous aurez de la chance et de belles rentrées d'argent. Vous mènerez à bien des transactions importantes ou des négociations dont vous attendez beaucoup. Habile et compétent, vous défendrez vos intérêts avec panache. Mais vous serez tenté de dépenser tout l'argent que vous aurez gagné !

Vierge Cet environnement astral dans son ensemble va sûrement vous aider à y voir clair sur le plan financier. La Lune, notamment, devrait apporter une bonne surprise ou une nouvelle réconfortante dans ce domaine.

Balance Prenez le taureau par les cornes en cas de difficultés pécuniaires. Des arrangements semblent possibles, mais à condition de faire face. La pire erreur serait de ne pas répondre aux appels de vos créanciers.

Scorpion Sur le plan financier, vous serez en mesure d'effectuer des transactions profitables et de faire fructifier vos ressources. Toutefois, surveillez-vous du coin de l'oeil et ne vous laissez pas aller à des dépenses excessives. Attention, aussi, aux opérations hasardeuses : vous pourriez perdre gros !

Capricorne Evitez, si possible, de vous attaquer aujourd'hui à des problèmes financiers délicats. Par contre, vous serez dans de meilleures dispositions d'esprit pour réorganiser la gestion du budget familial.

Sagittaire L'influence conjuguée de trois planètes de chance sera une bonne aubaine pour votre situation matérielle. Vous saurez à la fois vous montrer entreprenant et intuitif, et vous ne prendrez pas de risques inutiles. Même si vous avez jusqu'ici des problèmes pécuniaires apparemment insolubles, les choses s'amélioreront de façon spectaculaire. N'hésitez pas à contracter un emprunt aujourd'hui pour financer le projet immobilier que vous caressez depuis si longtemps.

Verseau Efforcez-vous de gérer votre budget avec le maximum de sérieux et de rigueur. Si vous dépensez sans compter à la moindre rentrée d'argent importante, vous finirez pas avoir de sérieux problèmes matériels.

Poisson A première vue, tout se présentera pour le mieux côté argent. Pluton et Vénus vous promettent des ressources confortables. Mais c'est compter sans la mauvaise position de Jupiter, qui n'augure rien de fameux. Retards, mauvaise appréciation de vos rentrées d'argent, réclamations d'impayés seront le lot des plus malchanceux d'entre vous. Dans un tel contexte, l'équilibre budgétaire risque d'être difficile à maintenir. Montrez-vous prudent et économe.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT
(+228 90 49 27 88)

Rédacteurs

Joël YANCLO

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LA BANQUE MONDIALE
IBRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rentrée scolaire 2025-2026 : Plus de 100 000 filles du primaire et du secondaire publics, bénéficiant de kits scolaires grâce au projet SWEDD+ Togo

Djémegni, 09 septembre 2025

Au nom de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil, Madame le ministre, Secrétaire général de la Présidence du Conseil, Dr Sandra Ablamba Johnson, Gouverneur de la Banque mondiale pour le Togo, a présidé une cérémonie de lancement officiel de la campagne nationale de distribution de kits scolaires aux filles du primaire, des collèges et lycées publics du Togo, ce mardi 09 septembre 2025, dans le canton de Djémegni, dans la Commune Haho 2.

C'était en présence de l'honorable Komi Sélom Klassou, ancien Premier Ministre, du Ministre des enseignements primaire et secondaire, Monsieur Komla Dodzi Kokoroko, de la Ministre de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme, Madame Kossiwa Zinsou-Klassou, du Ministre à la Présidence du Conseil, Kokou Edem Tengue ainsi que de la Directrice de la Division de la Banque mondiale pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo, Madame Marie-Chantal Uwanyiligira, la Représentante Résidente de l'UNFPA au Togo, Madame Elise Kankam et bien d'autres personnalités.

Cette initiative d'envergure s'inscrit dans le cadre du Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique plus (SWEDD+ Togo) avec l'appui financier de la Banque mondiale et l'appui technique du Fonds des Nations Unies pour la Population. Ce projet vise à soutenir plus d'un million de filles et de femmes togolaises avec un accent particulier sur leur autonomisation économique dans le secteur agricole et le maintien des filles à l'école.

Pour l'année scolaire 2025-2026, plus de **100 000 kits** seront distribués **aux filles du primaire**, des collèges et lycées publics dans environ **800 localités du pays**.

Cette action est alignée sur la politique de l'éducation pour tous prônée par le Président du Conseil et son engagement en faveur de l'investissement dans l'éducation des filles en vue de faire d'elles, des femmes leaders de demain et d'asseoir les bases solides de développement inclusif et durable du Togo.

Le ministre des enseignements primaire et secondaire, Komla Dodzi Kokoroko, a salué cette initiative qui vient s'ajouter aux multiples actions du Gouvernement pour une éducation de qualité et inclusive. Il s'agit entre autres de la gratuité des frais de scolarité dans l'enseignement primaire et secondaire public, la gratuité des frais d'inscription aux examens scolaires, le programme de cantines scolaires, l'assurance maladie pour les élèves (School-AMU), la création des écoles de formation des professeurs d'enseignement, la construction et la réhabilitation des salles de classe, etc.

"Les efforts consacrés par le pays ont eu des résultats significatifs avec l'augmentation du taux d'alphabétisation et du taux d'achèvement" a relevé le ministre Dodzi Kokoroko. La Directrice de la Division de la Banque mondiale pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo, Madame Marie-Chantal Uwanyiligira et la Représentante Résidente de l'UNFPA, Elise Kakam, ont pour leur part, félicité le Togo pour le démarrage effectif du projet ce jour et ses efforts en matière de scolarisation des enfants particulièrement les jeunes filles. Elle a promis le soutien de son institution pour une éducation de qualité pour

tous et son impact sur les processus de développement.

La ministre, Secrétaire général de la Présidence du Conseil, Dr Sandra Ablamba Johnson, Gouverneur de la Banque mondiale pour le Togo, s'est félicitée de la grande mobilisation autour de cet important événement qui témoigne de l'engagement du Gouvernement à offrir une meilleure éducation aux élèves à travers notamment ce geste fort de distribution des kits scolaires.

Elle a rappelé les efforts du gouvernement pour doter le système éducatif de moyens pour un enseignement de qualité accessible à tous.

"L'objectif est de réduire les disparités d'accès et de s'assurer que tous les élèves, surtout les filles et les enfants handicapés, bénéficient d'une éducation de qualité. L'ensemble des efforts témoigne de l'engagement du gouvernement à bâtir un système éducatif performant, résilient, et adapté aux exigences du monde moderne, pour une société togolaise plus prospère et inclusive." a déclaré la ministre Sandra Ablamba Johnson.

Elle a rendu un hommage au Président du Conseil pour l'attention particulière qu'il accorde à la scolarisation des enfants sans distinction de genre. "Je voudrais donc saisir cette occasion solennelle pour rendre un hommage appuyé au **Président du Conseil, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE**, pour sa vision de développement inclusif et durable de notre cher pays le Togo en général et pour sa politique de l'éducation pour tous en particulier".

Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence du Conseil, Gouverneur de la Banque mondiale pour le Togo, a exprimé sa reconnaissance aux partenaires techniques et financiers notamment la Banque mondiale et l'UNFPA pour leur appui constant à notre pays dans divers secteurs prioritaires notamment éducatif.

En dotant principalement les filles de fournitures scolaires essentielles, le projet contribue efficacement à réduire les inégalités éducatives et à promouvoir l'équité et le genre.

Les autres intervenants, notamment l'ancien Premier ministre, Selom Klassou, ont témoigné leur gratitude au Président du Conseil pour ce geste inestimable en faveur des élèves, à la veille de la rentrée scolaire.

Pour rappel, le projet SWEDD+ a été approuvé le 29 septembre 2023 pour un montant total de 62,5 millions de dollars US soit environ 37,5 milliards de FCFA. Ce projet vise à améliorer l'accès des filles et des femmes à l'apprentissage, aux opportunités économiques et à l'utilisation optimale des services de santé reproductive, ainsi qu'au renforcement des capacités institutionnelles du Togo en matière d'égalité des sexes.



Yoto/Environnement**Phase III du projet RIC-ACC dans la région Maritime**

La Croix-Rouge togolaise (CRT), en collaboration avec la Croix-Rouge allemande, a lancé le mardi 9 septembre à Tabligbo la phase III du projet « Renforcement institutionnel des capacités dans le domaine de la préparation aux catastrophes et de l'adaptation au changement climatique » (RIC-ACC) dans la région Maritime.



Ce projet est cofinancé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et la Croix-Rouge allemande. Il est mis en œuvre dans les régions Maritime, de la Kara et des Savanes. Dans la région Maritime, il couvre 20 localités des préfectures de Bas-Mono, Lacs et Yoto pour une durée de trois ans (2025-2027). L'initiative vise à partager avec l'ensemble des parties prenantes le contenu du projet RIC-ACC, dont l'objectif est de contribuer à la réduction des effets négatifs du changement climatique et à une gestion durable des ressources naturelles au Togo et dans les pays voisins. Il s'agit également de recueillir l'adhésion des autorités locales et les contributions des acteurs institutionnels et communautaires afin de garantir la réussite du projet. La cérémonie de lancement a permis aux participants de prendre connaissance de la présentation du projet, de ses objectifs, des résultats attendus, des activités prévues, de la stratégie de mise en

œuvre ainsi que du plan de travail 2025. À cette occasion, l'accent a été mis sur la consolidation des acquis des deux premières phases. Parmi les activités prévues figurent notamment le recyclage des clubs de mères et des comités d'hommes, la remise à niveau des équipes de préparation aux catastrophes, la réalisation d'exercices de simulation aux inondations, l'actualisation des cartes de risques ainsi que des suivis réguliers pour accompagner les communautés dans l'acquisition de compétences leur permettant d'assurer elles-mêmes la gestion des risques de catastrophe. Le préfet de Yoto, le lieutenant-colonel Dossou Agossa, a indiqué que ce projet constitue une opportunité unique de renforcer les synergies entre les différentes entités en vue de développer une résilience collective face aux catastrophes. Il s'est réjoui de cette initiative qui, selon lui, vient renforcer l'un des axes stratégiques du Plan national de développement prôné par le Président du Conseil, Faure Gnassingbé. Le vice-président régional de la CRT

Maritime, Lédi Kpadénou, a rappelé que le changement climatique et les catastrophes naturelles représentent des menaces pour les territoires et les populations. Il a souhaité que cette troisième phase du projet devienne un véritable vecteur de changement et un modèle de résilience pour toutes les communautés. Le coordinateur régional de la CRT Maritime, Akrodu Komivi, et la coordonnatrice nationale du projet RIC-ACC, Mme Gozan Mathilde, ont souligné la nécessité de travailler ensemble pour mieux consolider les acquis et les vulgariser, en vue de renforcer davantage la résilience des communautés vulnérables. Ils ont remercié les autorités administratives locales qui les accompagnent depuis les premières phases de ce projet. La chargée régionale du projet RIC-ACC Maritime, Mme Amégan Afiwa, a invité les différents acteurs à contribuer chacun à son niveau à l'accompagnement des communautés et à la réussite du projet.

Avec ATOP/SAK/AJA

Ligue 1**Steve Mandanda prend sa retraite !**

À 40 ans et après trois ans passés au Stade Rennais, le champion du monde 2018, qui était libre de tout contrat, raccroche les crampons. Une décision qu'il a confirmée.

Cet été, plusieurs champions du monde 2018 ont choisi de faire leur grand retour en Ligue 1. Olivier Giroud a signé à Lille, Florian Thauvin est allé juste à côté, à Lens, tandis que Paul Pogba a préféré le Sud et l'AS Monaco. Mais tous les héros de Russie n'ont pas la chance de pouvoir continuer à jouer. En attendant la décision de Samuel Umtiti, Steve Mandanda vient d'annoncer qu'il raccrochait les crampons, à 40 ans. « J'ai eu besoin de prendre mon temps pour l'accepter, déjà, parce que ce n'est pas simple, mais oui j'arrête. (...) J'ai eu une



grande période de réflexion parce que j'ai eu beaucoup d'appels, mais j'ai dit non à chaque fois », a-t-il déclaré à L'Équipe. Quand il dit qu'il a été sollicité, Mandanda parle de plusieurs clubs de L1 et de L2 (Havre, Lorient, Guingamp, Brest, Montpellier)

selon le quotidien.

Champion du monde en 2018

Libre de tout contrat depuis son départ de Rennes cet été, l'ancien international tricolore a donc préféré prendre le temps pour réfléchir et dire stop. Si la décision ne fut visiblement pas simple à prendre, Mandanda peut toutefois être fier de mettre un terme à une carrière de 20 ans au plus haut niveau. Il se sera fait connaître en débarquant à l'Olympique de Marseille à 23 ans. Sous le maillot phocéen (2008-2016 puis 2017-2022), le portier a conquis un titre de champion de

Excellence académique**222 lauréats primés au Togo**

Le gouvernement distingue les meilleurs élèves de l'année scolaire 2024-2025. La cérémonie nationale de l'excellence académique, organisée à l'occasion de la rentrée scolaire 2025, a permis de mettre en lumière 222 élèves brillants issus des différents examens nationaux.

● Junior Aredola

Kits scolaires, enveloppes financières et ordinateurs portables ont été remis aux lauréats, symbolisant l'engagement de l'État en faveur d'une éducation de qualité et inclusive. L'édition 2025 de la cérémonie de l'excellence académique a consacré les meilleurs élèves du pays. Le processus de sélection a reposé sur l'identification des lauréats aux examens nationaux, du CEPD au baccalauréat. 222 élèves au total ont été honorés. Les lauréats du baccalauréat ont reçu des ordinateurs portables, en plus des kits scolaires et enveloppes financières remis à tous. Certains bénéficient déjà de bourses d'excellence et de coopération, renforçant leur parcours académique. L'initiative traduit la volonté des autorités d'encourager la persévérance scolaire et de stimuler l'émulation au sein de la jeunesse togolaise. Au-delà d'une simple cérémonie, cette célébration reflète l'ambition du Président du Conseil, SEM Faure Esso-



zimna Gnassingbé, de bâtir une société fondée sur le savoir et l'excellence. La mise en avant des élèves les plus brillants vise à : récompenser l'effort et le mérite individuel ; encourager les autres apprenants à suivre le même chemin ; préparer une élite nationale capable de relever les défis du développement. Dans un contexte où la jeunesse représente la majorité de la population, investir dans l'éducation et valoriser le mérite constitue un choix stratégique pour l'avenir du pays. La cérémonie de l'excellence académique est devenue une tradition nationale. Elle illustre la volonté du gouvernement de promouvoir une

éducation équitable, inclusive et tournée vers l'avenir, en phase avec les réformes entreprises dans le secteur éducatif. En célébrant les meilleurs élèves, le Togo envoie un message fort : l'excellence n'est pas seulement récompensée, elle est aussi érigée en modèle pour inspirer toute la jeunesse. Il est à noter qu'un accent particulier est mis sur les jeunes filles brillantes qui ont bénéficié de prix spécial du Président du Conseil avec des ordinateurs de dernière génération. La cérémonie s'est déroulée en présence des Ministres en charge du secteur de l'enseignement et de la ministre de l'action sociale

**Opportunités !!!**

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Avec footmercato.net

NOUVEAU



BIG BOSS
PILS



Pils Citron

18

*Prix de vente détail conseillé • *Abus dangereux pour la santé. A boire avec modération.



600*
FCFA
BOUTEILLE
65 CL



CMJN

CMJN